

APIBQ – CONSEIL D’ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec

OBJECTIF :	CA spécial		
DATE :	1 ^{er} août 2019, 18h30-21h30		
LIEU :	Rencontre en personne à :		
	GBM 6200, boulevard Taschereau Brossard J4W 3J8	QUORUM (Quatre membres, dont le président ou un des vice-présidents en l'absence du président forment quorum)	
		EXÉCUTIF	PRÉSENTS POUR LE QUORUM
		Mohcine El-Garch	Président (2016 à 2020) Mohcine El-Garch
		Claude Pérusse	Président sortant (2016 à 2020) Claude Pérusse
		Philippe Laporte	Vice-président en génie biomédical (2016 à 2020) Philippe Laporte
		Richard Tremblay	Vice-président en physique médicale (2016 à 2020)
		Joël Girard-Lauzière	Secrétaire (2016 à 2020) Joël Girard-Lauzière
		Manon Rouleau	Trésorière (2016 à 2020) Manon Rouleau
		Benoît Nantel	Conseiller (webmestre) (2016 à 2020) Benoît Nantel
		Oualid Albaz	Conseiller (2016 à 2020) Oualid Albaz
		Francis Bélanger	Comité de terminologie (2016 à 2020)
		Jean-François Dubé	Conseiller (2016 à 2020) Jean-François Dubé
		INVITÉS:	PRÉSENTS
		Martin Cyr	Comité des événements spéciaux (2019 à 2021)
			Comité bonnes pratiques (vacant)
		Sébastien Poitras	Comité gestion des risques (2019 à 2021)
		Gnahoua Zoabli	Comité des affaires académiques (2019 à 2021) Gnahoua Zoabli
			Comité Promotion et marketing (vacant)
			Comité étudiant (vacant)



APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

	Ordre du jour proposé	Durée et présentateur du point
1.	Mot de bienvenue	Mot de bienvenue
2.	Acceptation de l'ordre du jour	Acceptation de l'ordre du jour
3.	Projet de loi 29, impact sur la Loi sur les ingénieurs	Projet de loi 29, impact sur la Loi sur les ingénieurs
4.	Prochaine rencontre : Jeudi 12 septembre 2019 à 18h30	Prochaine rencontre : Jeudi 12 septembre 2019 à 18h30
Rédacteurs	Brigitte Reynaud et Joël Girard-Lauzière	

APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

SUJET	DISCUSSION / DÉCISION	RESPONSABLE	ÉTAT/ ACTION
1. Mot de bienvenue	J. Girard-Lauzière souhaite la bienvenue aux membres. Le quorum étant atteint pour la tenue de ce conseil d'administration, l'ordre du jour est proposé.	Joël Girard-Lauzière	
2. Acceptation de l'ordre du jour	M. El Garch prend la parole et aborde le sujet du projet de Loi 29 qui est présentement à l'étude et qui vient modifier certains paragraphes de la Loi sur les Ingénieurs. Le président souhaite connaître la position des membres du CA, à savoir : - Est-ce que cela ne serait pas une occasion pour évaluer l'impact que ces changements auraient sur le travail de l'ingénieur biomédical. - Est-ce que le CA considère opportun de se manifester, soit auprès de l'OIQ, soit directement dans le processus législatif de consultation par le biais d'un mémoire qui serait déposé à l'Assemblée Nationale. Il rappelle la consultation des documents qu'il a envoyés dans la convocation.	Mohcine El Garch	
3. Projet de loi 29, impact sur la Loi sur les ingénieurs	J-F Dubé rappelle les travaux que l'APIBQ avait faits en collaboration avec le MSSS en 2004 sur la planification de la main-d'œuvre. Un plan d'action avait été élaboré dans un document comprenant des responsabilités appartenant au MSSS (identification du rôle de l'ingénieur biomédical) et d'autres en lien avec l'OIQ. Malgré l'intention évidente des parties, rien n'a évolué depuis la production de ce document. Par souci de cohérence, il paraîtrait approprié de se manifester au moment du changement de la Loi et d'interroger	Mohcine El Garch	

APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

comment il serait possible de l'incorporer dans ce qui avait été identifié comme nécessaire au moment où ces travaux de planification de main d'œuvre pour le secteur du génie biomédical avaient été entamés. M. El Garch confirme la pertinence de cette intervention et estime qu'il serait intéressant de ressortir ce document de travaux de planification de main-d'œuvre.

P. Laporte a remarqué quelques articles susceptibles de modifier la description de la pratique de l'ingénierie et des actes réservés et demande si, sous l'angle de l'association, ces modifications pourraient modifier l'environnement de l'ingénieur biomédical, et, si oui, s'il est pertinent d'intervenir au sein du débat ou laisser le processus législatif suivre son cours. Il estime que cette modification de Loi pourrait impacter à la fois les ingénieurs et les physiciens au niveau de l'association en particulier.

J. Girard-Lauzière estime, à la lecture de l'interprétation de l'OIQ qui précisait que « *Le projet de loi permettra d'adapter la Loi sur les ingénieurs aux réalités actuelles de la profession. Parmi les avancées, soulignons les principaux éléments suivants : le champ d'exercice des ingénieurs est défini plus largement, permettant de mieux tenir compte de nombreux domaines de pratique du génie apparus depuis cinquante ans – notamment le génie informatique et logiciel, le génie biomédical* », il serait intéressant de s'y pencher dessus.

O. Albaz pense que ce sont les actes réservés qui sont plutôt impactés, et non pas le Génie clinique dans les hôpitaux. Il insiste sur le distinguo entre le Génie industriel dans la conception et le Génie clinique dans les hôpitaux. Il serait toutefois intéressant de définir

APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

SUJET	DISCUSSION / DÉCISION	RESPONSABLE	ÉTAT/ ACTION
	<p>exactement ce que sont les actes réservés et l'impact que ces changements de Loi pourrait avoir sur ces actes-là.</p> <p>J-F. Dubé approuve et ajoute que, dans le document de planification de main-d'œuvre publié par le MSSS, il était précisément expliqué, en objectif 2 : « Préciser le champ de pratique professionnelle expressément dévolu à l'ingénieur biomédical ». Avec pour résultats attendus « une liste exhaustive des actes exclusifs réservés à l'ingénieur biomédical et un plan de communication pour faire connaître cette liste ». Les responsables, OIQ et APIBQ, ont travaillé sur le dossier dont l'échéancier devait être à court terme en 2002/2003. En dépit de ces travaux, aucune avancée n'a été notée et les ingénieurs biomédicaux ne savent toujours pas clairement s'ils ont ou pas des actes réservés dans leur pratique de Génie clinique et/ou biomédical. Par ailleurs, il rappelle, afin de rassurer les membres physiciens, l'alinéa 3.3-5 du projet de loi : « Rien dans la présente loi ne doit empêcher le bactériologiste ou le physicien d'exercer ses activités ».</p> <p>M. Rouleau, pour sa part n'a pas vu d'impact particulier dans ce projet de loi.</p> <p>J-F. Dubé ajoute que les particularités entre Génie clinique et Génie biomédical ne sont toujours pas identifiées. Lors du processus de consultation à l'assemblée générale de l'OIQ, plusieurs membres ont signifié ne pas se retrouver dans ces particularités. Il estime que l'APIBQ, en sa qualité d'association d'ingénieurs devrait exprimer que</p>		

APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

la préoccupation principale du rôle de l'ingénieur serait de s'assurer de la sécurité du public.

P. Laporte attire l'attention sur l'alinéa suivant de la modification de la loi : « 3.2. Le gouvernement peut, par règlement :

1° exclure un ouvrage de l'application de l'article 3, dans les cas et aux conditions qu'il détermine;

2° déterminer tout autre ouvrage auquel se rapportent les activités professionnelles visées au premier alinéa de l'article 2, dans les cas et aux conditions qu'il détermine ». En accord avec J-F. Dubé, il estime dangereux qu'un gouvernement puisse se permettre de dicter dans un texte de loi la définition d'un ouvrage d'ingénierie et d'un acte réservé.

Il cite également l'extrait suivant : « 3.2-2 : *Dans le cadre de l'exercice de l'ingénierie, sont également réservées à l'ingénieur les activités professionnelles suivantes : attester la conformité des plans, des devis, des cahiers des charges et des manuels d'opération ou d'entretien à toute norme obligatoire fondée sur des concepts ou des modèles issus de principes d'ingénierie lorsque cette norme s'applique : soit à un système mobile de génération, d'accumulation, de transmission, d'utilisation ou de distribution d'énergie sous forme électrique, mécanique ou thermique* ». Ce texte semble s'adapter parfaitement à l'exemple de la pompe volumétrique. Faire un devis technique ou une procédure d'entretien préventif pour un tel équipement serait alors un acte réservé à l'ingénieur.

G. Zoabli apporte les commentaires suivants :

1. l'intervention de l'ingénieur est nécessaire pour justifier et argumenter dans la classification de matériel.

APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

SUJET	DISCUSSION / DÉCISION	RESPONSABLE	ÉTAT/ ACTION
	<p>2. Ce n'est pas au législateur de décider quels sont les actes réservés de l'ingénieur, mais au professionnel qui travaille précisément dans ce domaine. Il donne ensuite plusieurs exemples d'actes où, si on considère la sécurité du public, seuls les ingénieurs cliniques peuvent en étudier les éléments et déterminer si la qualité est présente et si la sécurité du public ou des patients est bien garantie.</p> <p>M. El Garch répond que ce nouveau projet de Loi remet à l'ordre du jour la pertinence de l'acte réservé ainsi que la responsabilité du professionnel et évoque l'intérêt de relancer la réflexion à l'interne sur ce qu'un ingénieur peut apporter en génie biomédical et au niveau de la sécurité du public. Il se demande si travailler sur cette réflexion et apporter des commentaires au Gouvernement sur ce projet de Loi sont compatibles en termes de délais.</p> <p>J-F. Dubé répond qu'il faudrait saisir cette opportunité de s'exprimer qui est nous donnée, mais que l'échéance de la commission parlementaire étant prévue les 27 et 28 août prochains, il faudrait être prêt à déposer un mémoire avant ces dates.</p> <p>M. Rouleau suggère de questionner le Gouvernement afin qu'il précise en quoi ces modifications à la Loi répondent aux questions qui avaient été soulevées lors des travaux du plan d'action 2003 et auxquels l'APIBQ avait participé. Par exemple, si on estime que les questions qui ont été posées lors de ce rapport remis par l'APIBQ à cette époque sont toujours d'actualité, est-ce que le nouveau projet de Loi répond à ces questions et si oui, de quelle façon.</p> <p>J-F. Dubé ajoute qu'il serait nécessaire de soumettre une demande pour présenter un mémoire, mais précise que, même si l'association n'était pas autorisée à le présenter en personne, la commission</p>		

APIBQ – CONSEIL D’ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d’administration de l’Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

SUJET	DISCUSSION / DÉCISION	RESPONSABLE	ÉTAT/ ACTION
	<p>parlementaire sera obligée d’en prendre connaissance de la même manière.</p> <p>Devant l’urgence de la situation, M. El Garch demande si le CA de l’APIBQ est prêt à se mobiliser pour travailler sur la production du mémoire et si l’APIBQ serait d’accord pour la présenter dans les deux semaines à la commission parlementaire.</p> <p>G. Zoabli et J-F Dubé apportant des arguments en faveur du mémoire à travailler, le Président fait remarquer que le contenu du document doit être de toute façon validé par le CA. Il faudrait tenir compte du temps de révision du CA par rapport au document qui serait produit.</p> <p>J-F. Dubé propose, compte tenu du peu de temps disponible, d’envoyer au CA l’extrait du Plan d’action pour les ingénieurs biomédicaux et de se baser sur cette lecture pour décider s’il est pertinent que l’APIBQ fasse des représentations pour demander des suivis sur les points prévus dans ce document et en quoi le nouveau projet de Loi vient répondre aux questionnements qui avaient été soulevés dans ce plan d’action.</p> <p>M. El Garch propose que l’APIBQ pousse la réflexion sur cette problématique en 2019 et qu’un document attestant de la position officielle de l’APIBQ dans ce dossier soit soumis au CA.</p> <p>Il suggère que J-F. Dubé travaille sur un premier jet de document et le soumette le plus rapidement possible au CA pour approbation, puis pour le dépôt dans le processus parlementaire.</p> <p>P. Laporte ajoute qu’il serait important de se manifester auprès de la commission parlementaire, mais qu’il est surtout important de signifier que, s’il est difficile d’appliquer ces dispositions dans le milieu de l’ingénieur biomédical, cela doit également l’être pour les autres</p>		

APIBQ – CONSEIL D’ADMINISTRATION

NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d’administration de l’Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)

SUJET	DISCUSSION / DÉCISION	RESPONSABLE	ÉTAT/ ACTION
	<p>milieux de l’ingénierie. Cette intervention deviendrait donc une contribution dans l’exercice global de la modification de Loi.</p> <p>M. Rouleau recommande de bien faire la distinction à ce que le projet de Loi clarifie les actes réservés sans insister sur la planification de la main-d’œuvre.</p> <p>M. El Garch fait un tour de table pour obtenir l’approbation générale du CA afin que J-F. Dubé prépare un projet de mémoire pour le début de la semaine prochaine. Ce document nécessitera les commentaires et l’approbation entière du CA avant d’être présenté en commission parlementaire.</p> <p>Cette proposition recueillant l’approbation générale, J-F. Dubé précise qu’il travaillera ce document en collaboration avec P. Laporte et G. Zoabli durant la fin de semaine.</p> <p>J. Girard-Lauzière planifiera une rencontre téléphonique pour lundi prochain 5 août 2019.</p>		<p>J..G-L : envoyer invitation pour un CA téléphonique lundi 5/8</p>
4. Date de la prochaine rencontre du CA	La prochaine rencontre régulière du CA est prévue en personne le jeudi 12 septembre 2019.		Inscrire à vos agendas.
La séance est levée à 13 h 00			



APIBQ – CONSEIL D'ADMINISTRATION

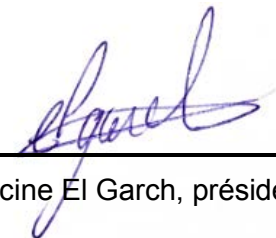
NO. DE RÉUNION : SPÉCIAL

1^{er} août 2019

Procès-verbal de la conférence téléphonique du conseil d'administration de l'Association des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec)



Joël Girard-Lauzière, secrétaire

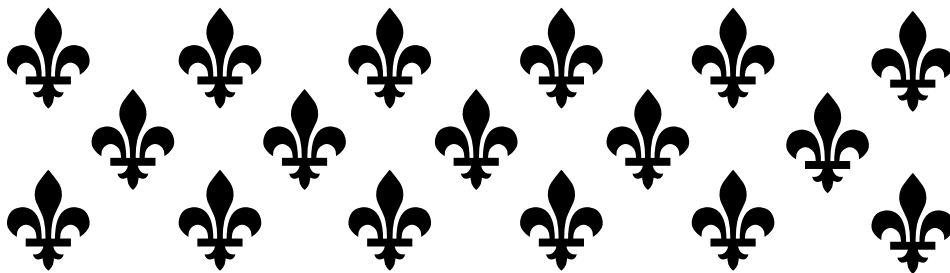


Mohcine El Garch, président

ANNEXE 1

Projet de loi no 29

***Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment
dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées***



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 29

**Loi modifiant le Code des professions
et d'autres dispositions notamment
dans le domaine buccodentaire et
celui des sciences appliquées**

Présentation

**Présenté par
Madame Sonia LeBel
Ministre de la Justice**

**Éditeur officiel du Québec
2019**

NOTES EXPLICATIVES

Premièrement, ce projet de loi modifie diverses dispositions du Code des professions afin de l'actualiser, notamment en ce qui concerne les titres réservés et la description du champ d'exercice de certaines professions à titre réservé. Il intègre également au Code des professions les ordres professionnels constitués par lettres patentes.

Le projet de loi prévoit l'information minimale qui doit se trouver sur le site Internet d'un ordre et confère à l'Office des professions du Québec le pouvoir de déterminer par règlement certaines normes applicables à un tel site. De plus, il permet qu'une assemblée générale des membres d'un ordre professionnel soit tenue à l'aide d'un moyen technologique. En outre, il prolonge le délai de production d'un mémoire au Tribunal des professions.

Deuxièmement, le projet de loi modifie la Loi sur les architectes et la Loi sur les ingénieurs pour y introduire une description du champ d'exercice de l'architecte et de l'ingénieur ainsi que pour redéfinir les activités professionnelles qui leur sont réservées.

Le projet de loi revoit le devoir imposé à l'Ordre des architectes du Québec de déterminer, par règlement, les activités, parmi celles réservées aux architectes, que peuvent exercer certaines autres personnes, en précisant que ce règlement doit déterminer les activités que peuvent exercer les technologues professionnels dont la compétence relève d'une technologie de l'architecture. Il impose à l'Ordre des ingénieurs du Québec le devoir de déterminer, par règlement, les activités, parmi celles réservées aux ingénieurs, que peuvent exercer les technologues professionnels dont la compétence relève d'une technologie du génie.

Le projet de loi modifie le Code civil afin que les dispositions qui encadrent la responsabilité des personnes qui dirigent ou surveillent des travaux, notamment l'architecte et l'ingénieur, visent également les technologues professionnels.

Troisièmement, le projet de loi modifie le Code des professions, la Loi sur les dentistes et la Loi sur la denturologie afin de redéfinir les champs d'exercice professionnel dans le domaine de la santé

buccodentaire pour les professions de dentiste, de denturologue, d'hygiéniste dentaire et de technologue en prothèses et appareils dentaires, lequel titre remplace celui de technicien dentaire.

Le projet de loi prévoit aussi que les activités esthétiques à risque de préjudice dans le domaine de la santé buccodentaire seront désormais réservées aux dentistes.

Enfin, le projet de loi contient des dispositions de concordance et d'harmonisation et des dispositions de nature technique.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET DE LOI :

- Code civil du Québec;
- Loi sur les architectes (chapitre A-21);
- Code des professions (chapitre C-26);
- Loi sur les comptables professionnels agréés (chapitre C-48.1);
- Loi sur les dentistes (chapitre D-3);
- Loi sur la denturologie (chapitre D-4);
- Loi sur les ingénieurs (chapitre I-9).

RÈGLEMENTS MODIFIÉS PAR CE PROJET DE LOI :

- Règlement sur les catégories de permis délivrés par l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec (chapitre C-26, r. 196.1);
- Code de déontologie des membres de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec (chapitre C-26, r. 226);
- Règlement sur les stages de perfectionnement des techniciens dentaires (chapitre C-26, r. 234);
- Règlement sur certaines activités professionnelles pouvant être exercées par un inhalothérapeute (chapitre M-9, r. 6).

RÈGLEMENT ABROGÉ PAR CE PROJET DE LOI :

- Règlement concernant certains actes qui peuvent être posés par les hygiénistes dentaires (chapitre D-3, r. 3).

Projet de loi n° 29

LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS NOTAMMENT DANS LE DOMAINE BUCCODENTAIRE ET CELUI DES SCIENCES APPLIQUÉES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CODE DES PROFESSIONS

1. L'article 12.3 du Code des professions (chapitre C-26) est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« 3° déterminer, par règlement et après consultation du Conseil interprofessionnel, les normes relatives au plan, au contenu minimal et à la mise à jour du site Internet d'un ordre. ».

2. L'article 24 de ce code est remplacé par le suivant :

« **24.** Les ordres professionnels mentionnés au premier alinéa de l'annexe I sont constitués par une loi particulière.

Ceux mentionnés au deuxième alinéa de cette annexe sont constitués conformément au présent code. ».

3. L'article 31 de ce code est modifié par le remplacement de « aux paragraphes 1 à 21.5 » par « au premier alinéa ».

4. L'article 35 de ce code est modifié par le remplacement de « aux paragraphes 22 à 38 » par « au deuxième alinéa ».

5. L'article 36 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, avant le paragraphe *c* du premier alinéa, des paragraphes suivants :

« *a)* utiliser le titre de « conseiller d'orientation », de « orienteur professionnel » ou de « orienteur » ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales « C.O. », « C.O.P. » ou « O.P. », s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;

«*b*) utiliser le titre de «criminologue» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou l'abréviation «*crim.*», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des criminologues du Québec;»;

2° par le remplacement du paragraphe *g* du premier alinéa par le paragraphe suivant :

«*g*) utiliser le titre de «psychoéducateur» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou l'abréviation «*ps. éd.*», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec;»;

3° par le remplacement du paragraphe *l* du premier alinéa par le paragraphe suivant :

«*l*) utiliser le titre de «technologue en prothèses et appareils dentaires» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «*T.P.D.*», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec;»;

4° par le remplacement du paragraphe *n* du premier alinéa par le paragraphe suivant :

«*n*) utiliser le titre de «physiothérapeute» ou de «technologue en physiothérapie» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni les abréviations «*pht*» ou «*T. phys.*», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec;»;

5° par l'ajout, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant :

«*u*) utiliser le titre de «sexologue» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec.».

6. L'article 37 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, avant le paragraphe *c*, des suivants :

«*a*) l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec : évaluer le fonctionnement psychologique, les ressources personnelles et les conditions du milieu, intervenir sur l'identité ainsi que développer et maintenir des stratégies actives d'adaptation dans le but de permettre des choix

personnels et professionnels tout au long de la vie, de rétablir l'autonomie socioprofessionnelle et de réaliser des projets de carrière chez l'être humain en interaction avec son environnement;

«*b*) l'Ordre des criminologues du Québec : évaluer les facteurs criminogènes et le comportement délictueux de la personne ainsi que les effets d'un acte criminel sur la victime, déterminer un plan d'intervention et en assurer la mise en œuvre, soutenir et rétablir les capacités sociales de la personne contrevenante et de la victime dans le but de favoriser l'intégration dans la société de l'être humain en interaction avec son environnement; »;

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant :

«*g*) l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec : évaluer les difficultés d'adaptation et les capacités adaptatives, déterminer un plan d'intervention et en assurer la mise en œuvre, rétablir et développer les capacités adaptatives de la personne ainsi que contribuer au développement des conditions du milieu dans le but de favoriser l'adaptation optimale de l'être humain en interaction avec son environnement; »;

3° par le remplacement des paragraphes *k* et *l* par les suivants :

«*k*) l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec : évaluer l'état de santé buccodentaire, enseigner les principes d'hygiène buccale, déterminer et assurer la réalisation du plan de soins d'hygiène dentaire et prodiguer des soins et des traitements dans le but de prévenir la maladie buccodentaire et de maintenir et rétablir la santé buccodentaire chez l'être humain;

«*l*) l'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec : produire des appareils dentaires ou des prothèses dentaires et conseiller le dentiste, le denturologiste et le médecin sur leurs aspects techniques dans le but de suppléer à la perte des dents d'une personne ou de corriger une anomalie buccodentaire; »;

4° par le remplacement du paragraphe *s* par le suivant :

«*s*) l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec : évaluer la condition cardiorespiratoire, contribuer à l'anesthésie et à la sédation-analgésie et traiter les problèmes qui affectent le système cardiorespiratoire afin de rétablir et de maintenir la santé cardiorespiratoire chez l'être humain; »;

5° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«*u*) l'Ordre professionnel des sexologues du Québec : évaluer le comportement et le développement sexuels de la personne, déterminer, recommander et effectuer des interventions et des traitements dans le but de favoriser un meilleur équilibre sexuel chez l'être humain en interaction avec son environnement. ».

7. L'article 37.1 de ce code est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes 1.3° à 1.3.2° par les suivants :

« 1.3° l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec :

a) évaluer une personne atteinte d'un trouble mental ou neuropsychologique attesté par un diagnostic ou par une évaluation effectuée par un professionnel habilité;

b) évaluer les troubles mentaux, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe *o* du premier alinéa de l'article 94;

c) évaluer le retard mental;

d) évaluer un élève handicapé ou en difficulté d'adaptation dans le cadre de la détermination d'un plan d'intervention en application de la Loi sur l'instruction publique;

« 1.4° l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec :

a) évaluer la condition buccodentaire d'une personne dans le but de déterminer le plan de soins d'hygiène dentaire;

b) appliquer topiquement un agent anesthésiant, anticariogène ou désensibilisant;

c) sceller les puits et les sillons;

d) polir les dents;

e) poser une obturation temporaire sans préparation de cavité;

f) procéder à un détartrage supra et sous-gingival;

g) concevoir, fabriquer et vendre des protecteurs buccaux;

h) effectuer des examens diagnostiques, selon une ordonnance;

i) effectuer un débridement parodontal incluant le détartrage, le surfaçage radiculaire, la désinfection des poches parodontales et l'application d'agents antimicrobiens, selon une ordonnance;

j) prendre des empreintes de précision, selon une ordonnance;

k) insérer et sculpter des matériaux obturateurs, selon une ordonnance;

l) fabriquer, cimenter et retirer des restaurations provisoires sur dents naturelles, selon une ordonnance;

m) poser et enlever des pansements parodontaux, selon une ordonnance;

n) enlever des points de suture, selon une ordonnance;

o) poser et enlever les attaches, les fils et les ligatures orthodontiques, selon une ordonnance;

p) poser, cimenter et enlever les appareils sur bagues, selon une ordonnance;

q) appliquer des techniques de blanchiment des dents, selon une ordonnance;

« 1.5° l'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec : concevoir, fabriquer et réparer des appareils dentaires et des prothèses dentaires, selon une ordonnance; »;

2° par l'ajout, à la fin du paragraphe 7°, du sous-paragraphe suivant :

« *h)* évaluer la condition cardiorespiratoire d'une personne symptomatique; »;

3° par l'ajout, à la fin, des paragraphes suivants :

« 8° l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec :

a) évaluer une personne atteinte d'un trouble mental ou neuropsychologique attesté par un diagnostic ou par une évaluation effectuée par un professionnel habilité;

b) évaluer une personne dans le cadre d'une décision du Directeur de la protection de la jeunesse ou du tribunal en application de la Loi sur la protection de la jeunesse;

c) évaluer un adolescent dans le cadre d'une décision du tribunal en application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents;

d) déterminer le plan d'intervention pour une personne atteinte d'un trouble mental ou présentant un risque suicidaire qui est hébergée dans une installation d'un établissement qui exploite un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation;

e) évaluer un élève handicapé ou en difficulté d'adaptation dans le cadre de la détermination d'un plan d'intervention en application de la Loi sur l'instruction publique;

f) évaluer un enfant qui n'est pas encore admissible à l'éducation préscolaire et qui présente des indices de retard de développement dans le but de déterminer des services de réadaptation et d'adaptation répondant à ses besoins;

g) décider de l'utilisation des mesures de contention dans le cadre de l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris;

h) décider de l'utilisation des mesures d'isolement dans le cadre de l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris;

« 9° l'Ordre professionnel des criminologues du Québec :

a) évaluer une personne atteinte d'un trouble mental ou neuropsychologique attesté par un diagnostic ou par une évaluation effectuée par un professionnel habilité;

b) évaluer une personne dans le cadre d'une décision du Directeur de la protection de la jeunesse ou du tribunal en application de la Loi sur la protection de la jeunesse;

c) évaluer un adolescent dans le cadre d'une décision du tribunal en application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents;

d) décider de l'utilisation des mesures de contention dans le cadre de l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris;

e) décider de l'utilisation des mesures d'isolement dans le cadre de l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris;

f) déterminer le plan d'intervention pour une personne atteinte d'un trouble mental ou présentant un risque suicidaire qui est hébergée dans une installation d'un établissement qui exploite un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation;

« 10° l'Ordre professionnel des sexologues du Québec :

a) évaluer les troubles sexuels, lorsqu'une attestation de formation leur est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o du premier alinéa de l'article 94;

b) évaluer une personne atteinte d'un trouble mental ou neuropsychologique attesté par un diagnostic ou par une évaluation effectuée par un professionnel habilité;

c) évaluer un adolescent dans le cadre d'une décision du tribunal en application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. ».

8. L'article 39.2 de ce code est modifié par le remplacement de « 3, 5, 15, 21, 24 à 26, 28, 34 à 38 et 40 de l'annexe I » par « 14°, 17°, 22° et 25° du premier alinéa de l'annexe I et aux paragraphes 2°, 5°, 6°, 9° à 12°, 14°, 16° et 20° du deuxième alinéa de cette annexe ».

9. L'article 39.3 de ce code est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après « code », de « , du deuxième alinéa de l'article 6 de la Loi sur la denturologie (chapitre D-4) ».

10. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 39.10, du suivant :

« **39.11.** La vente d'un protecteur buccal ne constitue pas une activité réservée à un membre d'un ordre professionnel lorsque sa fabrication ne nécessite pas de prise d'empreinte. ».

11. Les articles 43 et 57 de ce code sont abrogés.

12. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 62.0.1, du suivant :

« **62.0.1.1.** Le site Internet d'un ordre contient notamment de l'information concernant l'organisation de l'ordre, l'admission à la profession, le tableau de l'ordre, les mécanismes de protection du public et les lois et règlements qui régissent l'ordre et ses membres.

Les normes relatives au plan, au contenu minimal et à la mise à jour du site Internet d'un ordre peuvent être déterminées par règlement de l'Office. ».

13. L'article 102 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Une assemblée générale est tenue en personne, à l'aide d'un moyen technologique ou simultanément à l'aide de ces deux modes.

Le Conseil d'administration fixe la date et l'heure de cette assemblée. Le cas échéant, il en fixe le lieu. ».

14. L'article 103 de ce code est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

15. L'article 167 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 30 » par « 60 », partout où cela se trouve.

16. L'article 187.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec, de l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec, de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec » par « du Québec, de l'Ordre

professionnel des criminologues du Québec, de l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec, de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec, de l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec, de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec».

17. L'intitulé du chapitre VI.2 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, de «ET D'APPAREILS DENTAIRE».

18. L'article 187.6 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, après «des prothèses dentaires», de «et des appareils dentaires»;

2° par l'insertion, après «de prothèses dentaires», de «et d'appareils dentaires»;

3° par le remplacement, dans le texte anglais, de «manufacture» par «fabricate».

19. L'article 187.7 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans le paragraphe 1° et après «dentaires», de «et d'appareils dentaires»;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 2° et après «dentaires», de «et des appareils dentaires»;

3° par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 2°, de «manufacture» par «fabricate».

20. L'article 187.8 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de «l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires» par «l'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires»;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

21. L'article 187.10 de ce code est remplacé par le suivant :

«**187.10.** Le présent chapitre ne s'applique pas :

1° à un membre de l'Ordre professionnel des dentistes du Québec lorsque ce membre fabrique ou répare une prothèse dentaire ou un appareil dentaire pour le compte d'une personne physique recourant directement à ses services dans le cadre de l'exercice de sa profession;

2° à un membre de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec lorsque ce membre fabrique ou répare une prothèse dentaire ou un appareil dentaire ou lorsqu'il fabrique un protecteur buccal pour le compte d'une personne physique recourant directement à ses services dans le cadre de l'exercice de sa profession;

3° à un membre de l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec lorsque ce membre fabrique un protecteur buccal pour le compte d'une personne physique recourant directement à ses services dans le cadre de l'exercice de sa profession.».

22. L'annexe I de ce code est remplacée par la suivante :

«ANNEXE I
(Articles 1, 24, 31, 35 et 39.2)

Les ordres professionnels suivants sont constitués par loi particulière :

- 1° l'Ordre professionnel des acupuncteurs du Québec;
- 2° l'Ordre professionnel des agronomes du Québec;
- 3° l'Ordre professionnel des architectes du Québec;
- 4° l'Ordre professionnel des arpenteurs-géomètres du Québec;
- 5° l'Ordre professionnel des audioprothésistes du Québec;
- 6° l'Ordre professionnel des avocats du Québec;
- 7° l'Ordre professionnel des chimistes du Québec;
- 8° l'Ordre professionnel des chiropraticiens du Québec;
- 9° l'Ordre professionnel des comptables professionnels agréés du Québec;
- 10° l'Ordre professionnel des dentistes du Québec;
- 11° l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec;
- 12° l'Ordre professionnel des géologues du Québec;
- 13° l'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec;
- 14° l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec;
- 15° l'Ordre professionnel des ingénieurs du Québec;
- 16° l'Ordre professionnel des ingénieurs forestiers du Québec;

- 17° l'Ordre professionnel des médecins du Québec;
- 18° l'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec;
- 19° l'Ordre professionnel des notaires du Québec;
- 20° l'Ordre professionnel des opticiens d'ordonnances du Québec;
- 21° l'Ordre professionnel des optométristes du Québec;
- 22° l'Ordre professionnel des pharmaciens du Québec;
- 23° l'Ordre professionnel des podiatres du Québec;
- 24° l'Ordre professionnel des sages-femmes du Québec;
- 25° l'Ordre professionnel des technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale du Québec.

Les ordres professionnels suivants sont constitués conformément au présent code :

- 1° l'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;
- 2° l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;
- 3° l'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec;
- 4° l'Ordre professionnel des criminologues du Québec;
- 5° l'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
- 6° l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;
- 7° l'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;
- 8° l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;
- 9° l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
- 10° l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;
- 11° l'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;
- 12° l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec;
- 13° l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec;

- 14° l'Ordre professionnel des psychologues du Québec;
- 15° l'Ordre professionnel des sexologues du Québec;
- 16° l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
- 17° l'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;
- 18° l'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec;
- 19° l'Ordre professionnel des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec;
- 20° l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;
- 21° l'Ordre professionnel des urbanistes du Québec. ».

LOI SUR LES ARCHITECTES

23. L'article 1 de la Loi sur les architectes (chapitre A-21) est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c* » « architecte » ou « membre de l'Ordre » : toute personne qui est titulaire d'un permis délivré par l'Ordre et qui est inscrite au tableau; ».

24. L'article 5.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **5.1.** Le Conseil d'administration doit prendre un règlement en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26) afin de déterminer, parmi les activités professionnelles réservées à l'architecte, celles que peuvent exercer les technologues professionnels dont la compétence relève de la technologie de l'architecture. ».

25. L'intitulé de la section V de cette loi est remplacé par le suivant :

« EXERCICE DE L'ARCHITECTURE ».

26. Les articles 15 à 16.1 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **14.** Nul ne peut, s'il n'est architecte :

- 1° exercer une activité professionnelle visée au premier alinéa de l'article 16;
- 2° prendre le titre d'architecte;

3° utiliser quelque titre, désignation ou abréviation susceptible de laisser croire que l'exercice de la profession d'architecte lui est permis ou s'annoncer comme tel;

4° agir comme architecte ou de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à agir comme tel.

Rien au présent article n'empêche :

1° une personne qui est architecte-paysagiste de porter ce titre;

2° une personne d'exercer une activité professionnelle visée au premier alinéa de l'article 16 conformément aux dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26).

«**15.** L'exercice de l'architecture consiste à exercer une activité d'analyse, de conception ou de conseil appliquée à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment en ce qui a trait à son implantation, à son enveloppe, à son aménagement intérieur ainsi qu'aux matériaux et aux méthodes, afin que le bâtiment soit durable, fonctionnel et harmonieux.

Il consiste également à exercer une activité de coordination du travail des personnes qui, dans le cadre de travaux d'architecture, participent à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment.

Le respect de l'environnement et de la vie, la protection des biens, la pérennité du patrimoine et l'efficacité économique font partie de l'exercice de l'architecture dans la mesure où ils sont liés aux activités professionnelles de l'architecte.

«**16.** Dans le cadre de l'exercice de l'architecture, les activités professionnelles réservées à l'architecte sont les suivantes :

1° préparer, modifier, signer et sceller un plan, un devis, un cahier des charges, un certificat de fin des travaux, un rapport d'expertise ou un rapport de surveillance relatifs à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment;

2° surveiller des travaux relatifs à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment, notamment aux fins de produire une attestation de conformité exigée en vertu d'une loi;

3° dans l'exercice d'une activité professionnelle visée au paragraphe 1° ou 2°, donner un avis ainsi que signer et sceller un avis écrit.

Pour l'application de la présente loi, est assimilé à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un bâtiment, selon le cas, l'aménagement intérieur d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment s'il a pour effet d'en changer l'usage ou d'en affecter l'intégrité structurale, les murs ou les séparations coupe-feu, les issues et leurs accès ou l'enveloppe.

« **16.1.** L'article 16 ne s'applique pas à la construction, à l'agrandissement ou à la modification des bâtiments suivants :

1° une habitation unifamiliale isolée ayant, après réalisation des travaux, au plus un étage de sous-sol, une hauteur de bâtiment ne dépassant pas deux étages ainsi qu'une aire de bâtiment inférieure à :

- a) 600 m², si la hauteur de bâtiment est d'un étage;
- b) 300 m², si la hauteur de bâtiment est de deux étages;

2° une habitation unifamiliale jumelée ou en rangée, une habitation multifamiliale d'au plus quatre unités, un établissement commercial, un établissement d'affaires, un établissement industriel ou une combinaison de ces habitations ou établissements ayant, après réalisation des travaux, au plus un étage de sous-sol, une hauteur de bâtiment ne dépassant pas deux étages ainsi qu'une aire de bâtiment inférieure à :

- a) 300 m², si la hauteur de bâtiment est d'un étage;
- b) 150 m², si la hauteur de bâtiment est de deux étages;

3° un silo, un ouvrage d'entreposage de déjections animales ou une plateforme servant à l'entreposage d'aliments pour animaux.

Cet article ne s'applique également pas :

1° à la construction d'un établissement agricole ayant, après réalisation des travaux, au plus un étage et une aire de bâtiment inférieure à 750 m² ni à l'agrandissement ou à la modification d'un tel établissement ayant, après réalisation des travaux, au plus un étage et une aire de bâtiment inférieure à 1 050 m²;

2° à la construction, à l'agrandissement ou à la modification d'un établissement agricole qui n'est pas destiné à l'élevage et ayant, après réalisation des travaux, deux étages et une aire de bâtiment inférieure à 150 m².

« **16.1.1.** L'architecte doit signer tout plan et tout devis visés au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 16 qu'il a préparés. Dans le cas d'un plan ou d'un devis définitif, il doit également le sceller. ».

27. L'article 16.2 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, des définitions suivantes :

« aire de bâtiment » : la plus grande surface horizontale du bâtiment au-dessus du niveau moyen du sol, calculée entre les faces externes des murs extérieurs ou à partir de la face externe des murs extérieurs jusqu'à l'axe des murs coupe-feu;

«établissement agricole»: bâtiment, ou partie de bâtiment, utilisé ou destiné à être utilisé pour la pratique d'une activité agricole au sens de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1); »;

2° par la suppression de la définition de «superficie brute totale des planchers»;

3° par le remplacement, dans le texte anglais de la définition de l'expression «dwelling unit», de «who are involuntarily detained» par «for the involuntary detention of persons».

28. Les articles 17 et 18 de cette loi sont remplacés par les suivants :

«**16.3.** Le gouvernement peut, par règlement, exclure un bâtiment de l'application de l'article 16, dans les cas et aux conditions qu'il détermine.

Le gouvernement doit, avant de prendre un tel règlement, consulter l'Office des professions du Québec et l'Ordre.

«**17.** Nul ne peut utiliser ou permettre que soit utilisé, pour la construction, l'agrandissement ou la modification d'un bâtiment auquel s'applique l'article 16, un plan ou un devis non signé par un architecte ou un plan ou un devis définitif non signé et scellé par celui-ci.

Rien au premier alinéa n'empêche l'utilisation d'un plan ou d'un devis signé et, selon le cas, scellé conformément aux dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26).

«**17.1.** Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 188 du Code des professions (chapitre C-26) quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 14 ou 17.

Une poursuite pénale pour une telle infraction se prescrit par trois ans depuis la date de la connaissance par le poursuivant de sa perpétration.

Toutefois, aucune poursuite ne peut être intentée s'il s'est écoulé sept ans depuis la date de la perpétration de l'infraction.

Le certificat du secrétaire de l'Ordre attestant la date de la connaissance par l'Ordre de la perpétration de l'infraction constitue, en l'absence de preuve contraire, une preuve suffisante de ce fait.

«**18.** Tout vérificateur désigné par le Conseil d'administration peut :

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un endroit où la construction, l'agrandissement ou la modification d'un bâtiment auquel s'applique l'article 16 est prévu, en cours ou terminé, afin de vérifier l'application de la présente loi;

2° prendre des photographies de l'endroit et des biens qui s'y trouvent;

3° exiger tout renseignement ou tout document lui permettant de vérifier l'application de la présente loi;

4° obliger une personne se trouvant sur les lieux à lui prêter une aide raisonnable.

Un vérificateur doit, sur demande, donner son identité et exhiber un certificat signé par le secrétaire de l'Ordre attestant sa qualité.

«**19.** Tout vérificateur peut, par une demande qu'il transmet par poste recommandée ou par signification à personne, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, qu'elle lui communique par poste recommandée ou par signification à personne, tout renseignement ou document relatif à l'application de la présente loi.

«**19.1.** Un vérificateur désigné par le Conseil d'administration ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

«**19.2.** Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 188 du Code des professions (chapitre C-26) quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'un vérificateur, notamment en le trompant par réticence ou par fausse déclaration, en refusant de lui fournir un renseignement ou un document ou en cachant ou en détruisant un document qu'il a le pouvoir d'exiger ou encore en refusant de lui prêter une aide raisonnable. ».

29. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement de «15» par «14».

30. La section V.1 de cette loi, comprenant l'article 22.1, est abrogée.

LOI SUR LES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

31. L'article 4 de la Loi sur les comptables professionnels agréés (chapitre C-48.1) est modifié par le remplacement, dans les paragraphes 1° et 2° du troisième alinéa, de «de vérification» par «d'audit».

LOI SUR LES DENTISTES

32. L'article 2 de la Loi sur les dentistes (chapitre D-3) est modifié par le remplacement de «l'art dentaire» par «la médecine dentaire».

33. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *a* du premier alinéa, de « actes visés aux articles 26 et 27 ceux qui, suivant certaines conditions prescrites, peuvent être posés » par « activités visées à l'article 26 celles qui, suivant certaines conditions prescrites, peuvent être exercées ».

34. L'intitulé de la section V de cette loi est modifié par le remplacement de « L'ART DENTAIRE » par « LA MÉDECINE DENTAIRE ».

35. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **26.** L'exercice de la médecine dentaire consiste à évaluer et à diagnostiquer toute déficience de la santé des dents, de la bouche, des maxillaires et des tissus avoisinants ainsi qu'à en prévenir et à en traiter les maladies dans le but de maintenir ou de rétablir la santé buccodentaire chez l'être humain.

Dans le cadre de l'exercice de la médecine dentaire, les activités réservées au dentiste sont les suivantes :

1° diagnostiquer les déficiences de la santé buccodentaire et les maladies buccodentaires;

2° prescrire les examens diagnostiques;

3° utiliser les techniques diagnostiques invasives ou présentant des risques de préjudice;

4° déterminer le plan de traitement buccodentaire;

5° prescrire des médicaments ou autres substances;

6° prescrire les interventions ou les traitements;

7° utiliser les techniques ou appliquer les traitements, invasifs ou présentant des risques de préjudice, incluant les interventions esthétiques;

8° prescrire la fabrication ou la réparation d'une prothèse dentaire ou d'un appareil dentaire;

9° vendre des prothèses dentaires ou des appareils dentaires. ».

36. Les articles 27 et 28 de cette loi sont abrogés.

37. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « poser d'autres actes professionnels que ceux spécifiquement autorisés » par « exercer d'autres activités professionnelles que celles spécifiquement autorisées ».

38. L'article 35 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après « dentaires », de « ou d'appareils dentaires »;

2° par le remplacement, dans le texte anglais du premier alinéa, de « manufacture » par « fabricate »;

3° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « technicien dentaire » par « technologue en prothèses et appareils dentaires ».

39. L'intitulé de la section VI de cette loi est modifié par le remplacement de « L'ART DENTAIRE » par « LA MÉDECINE DENTAIRE ».

40. L'article 38 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « poser l'un des actes décrits aux articles 26 et 27 » par « exercer l'une des activités visées à l'article 26 »;

2° par le remplacement, dans la partie qui précède le paragraphe *a* du deuxième alinéa, de « actes posés » par « activités exercées »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa, de « pose » par « exerce »;

4° par le remplacement, dans le paragraphe *c* du deuxième alinéa, de « posent » par « exercent ».

LOI SUR LA DENTUROLOGIE

41. L'article 6 de la Loi sur la denturologie (chapitre D-4) est remplacé par le suivant :

« **6.** L'exercice de la denturologie consiste à évaluer les besoins prothétiques ainsi qu'à concevoir, à fabriquer, à installer, à ajuster et à réparer des prothèses et appareils dentaires dans le but de suppléer à la perte des dents d'une personne.

Dans le cadre de l'exercice de la denturologie, les activités réservées au denturologiste sont les suivantes :

1° déterminer le type de prothèses et d'appareils dentaires amovibles appropriés, sauf à l'égard des prothèses sur implant;

2° effectuer les interventions non invasives nécessaires à la conception, à l'installation et à l'ajustement des prothèses et appareils dentaires, à l'exception des prothèses sur implant et des ponts et couronnes sur dents naturelles;

3° contribuer à la détermination d'un plan de traitement en implantologie;

4° effectuer les interventions non invasives nécessaires à la conception, à l'installation et à l'ajustement des prothèses et appareils dentaires sur implant, excluant les prothèses et appareils dentaires scellés, selon une ordonnance et lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26);

5° retirer et replacer un bouchon de guérison et placer un pilier sur la tête d'un implant, selon une ordonnance et lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions;

6° prescrire la fabrication et la réparation des prothèses et appareils dentaires, excluant les prothèses et appareils dentaires scellés;

7° vendre des prothèses et appareils dentaires, excluant les prothèses et appareils dentaires scellés;

8° concevoir, fabriquer et vendre des protecteurs buccaux. ».

42. Les articles 7 et 8 de cette loi sont abrogés.

43. L'article 13 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « poser l'un des actes décrits » par « exercer l'une des activités décrites »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « actes posés » par « activités exercées ».

44. L'article 15 de cette loi est modifié par l'insertion, après « prothèses dentaires », de « ou de protecteurs buccaux ».

45. L'article 16 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après « dentaires », de « ou des protecteurs buccaux »;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après « dentaires », de « ou de protecteurs buccaux »;

3° par le remplacement, dans le texte anglais du deuxième alinéa, de « manufacture » par « fabrication ».

LOI SUR LES INGÉNIEURS

46. L'article 1 de la Loi sur les ingénieurs (chapitre I-9) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe c par le suivant :

« c) « membre » : toute personne qui est titulaire d'un permis délivré par l'Ordre et qui est inscrite au tableau; »;

2° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« f) « structure » : un assemblage d'éléments agencés pour soutenir une charge. ».

47. L'intitulé de la section II de cette loi est remplacé par le suivant :

« EXERCICE DE L'INGÉNIERIE ».

48. Les articles 2 à 5 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« 1.1. L'exercice de l'ingénierie consiste, quelle que soit la phase du cycle de vie d'un ouvrage, à exercer une activité à caractère scientifique d'analyse, de conception, de réalisation, de modification, d'exploitation ou de conseil appliquée aux structures et aux matériaux ainsi qu'aux procédés et aux systèmes qui extraient, utilisent, échangent, transforment, transportent ou emmagasinent de l'énergie, de l'information ou de la matière dans le but d'offrir un milieu fiable, sécuritaire et durable.

Il consiste également à exercer une activité de coordination du travail des personnes qui participent à la réalisation d'un ouvrage d'ingénierie.

Le respect de l'environnement et de la vie, la protection des biens, la pérennité du patrimoine et l'efficacité économique font partie de l'exercice de l'ingénierie dans la mesure où ils sont liés aux activités professionnelles de l'ingénieur.

« 2. Dans le cadre de l'exercice de l'ingénierie, sont réservées à l'ingénieur, lorsqu'elles se rapportent à un ouvrage visé à l'article 3, les activités professionnelles suivantes :

1° déterminer les concepts, les paramètres, les équations ou les modèles qui, à partir de modèles issus de principes d'ingénierie, permettent d'anticiper le comportement des structures, des matériaux, des procédés ou des systèmes;

2° effectuer des essais ou des calculs nécessitant le recours à des modèles issus de principes d'ingénierie;

3° surveiller des travaux, notamment aux fins de produire une attestation de conformité exigée en vertu d'une loi;

4° inspecter un ouvrage;

5° préparer, modifier, signer et sceller un plan, un devis, un rapport, un calcul, une étude, un dessin, un manuel d'opération ou d'entretien, un plan de déclassement ou un cahier des charges.

Sont également réservées à l'ingénieur les activités professionnelles suivantes :

1° attester la validité des résultats générés par les systèmes informatiques ou les logiciels d'aide à la conception dont les algorithmes fondamentaux nécessitent le recours à des concepts ou à des modèles issus de principes d'ingénierie, lors de la conception d'un tel système ou logiciel;

2° attester la conformité des plans, des devis, des cahiers des charges et des manuels d'opération ou d'entretien à toute norme obligatoire fondée sur des concepts ou des modèles issus de principes d'ingénierie lorsque cette norme s'applique :

a) soit à une structure mobile qui nécessite le recours à des études des propriétés des matériaux qui la composent ou qui la supportent;

b) soit à un système mobile de génération, d'accumulation, de transmission, d'utilisation ou de distribution d'énergie sous forme électrique, mécanique ou thermique;

3° dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle visée au premier alinéa ou au paragraphe 1° du présent alinéa, donner un avis ainsi que signer et sceller un avis écrit.

«**3.** Les activités réservées à l'ingénieur en vertu du premier alinéa de l'article 2 se rapportent aux ouvrages suivants :

1° un élément structural et un système mécanique, thermique ou électrique d'un bâtiment, à l'exception des suivants :

a) un bâtiment, autre qu'un établissement industriel, à l'égard duquel sont appliquées des solutions acceptables complètes prévues à la partie 9 du Code national du bâtiment, tel qu'il est incorporé dans le chapitre I du Code de construction (chapitre B-1.1, r. 2);

b) un établissement agricole, autre qu'un silo ou une fosse à déjections animales, dans lequel aucun procédé agroalimentaire n'est utilisé et qui, après réalisation des travaux :

i. n'a qu'un étage et n'excède pas 600 m² d'aire de bâtiment et 5 mètres de hauteur;

ii. n'a que deux étages, n'excède pas 150 m² d'aire de bâtiment et n'est pas destiné à l'élevage;

2° une structure fixe, temporaire ou permanente, qui nécessite le recours à des études des propriétés des matériaux qui la composent ou qui la supportent, notamment celle servant :

a) au transport de personnes, de matière ou d'information, tels un pont, une route, une grue, un pipeline, un pylône ou les composantes structurales d'un égout;

b) à l'aménagement ou à l'utilisation des eaux, tels un barrage, un bassin de rétention ou les composantes structurales d'un aqueduc;

3° un système fixe de génération, d'accumulation, de transmission, d'utilisation ou de distribution d'énergie sous forme électrique, mécanique ou thermique, tel un équipement industriel ou un système de pompage servant au traitement des eaux, à l'exclusion d'un système dont le dysfonctionnement ne présente pas de risque pour la sécurité des personnes et d'un système destiné à l'usage d'une seule unité d'habitation;

4° un système électronique ou informatique autonome affecté au fonctionnement d'un ouvrage visé au présent alinéa, y compris un logiciel.

Ces activités professionnelles se rapportent également aux dépendances d'une route.

Pour l'application du premier alinéa, est assimilé à un ouvrage un procédé à l'échelle industrielle de transformation ou d'extraction, à l'exclusion d'un procédé d'extraction d'une ressource forestière.

Pour l'application des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa, une structure ou un système est fixe lorsque, dans le cours des opérations de l'ouvrage, le centre de masse de cette structure ou de ce système est confiné à une région de l'espace restreinte.

Sont exclus du premier alinéa un système d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées d'une résidence isolée visée par un règlement pris en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) ainsi qu'un système privé d'aqueduc et un système privé de traitement, d'élimination ou de valorisation de matière résiduelle destinés à l'usage d'une seule unité d'habitation d'au plus six chambres à coucher.

« 3.1. » Aux fins de l'article 3, les termes suivants signifient :

« aire de bâtiment » : la plus grande surface horizontale du bâtiment au-dessus du niveau moyen du sol, calculée entre les faces externes des murs extérieurs ou à partir de la face externe des murs extérieurs jusqu'à l'axe des murs coupe-feu;

« établissement agricole » : bâtiment, ou partie de bâtiment, utilisé ou destiné à être utilisé pour la pratique d'une activité agricole au sens de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1);

«établissement industriel» : bâtiment, ou partie de bâtiment, utilisé pour l'assemblage, la fabrication, la confection, le traitement, la réparation ou le stockage de produits, de matières ou de matériaux;

«habitation» : bâtiment, ou partie de bâtiment, où des personnes peuvent dormir, sans y être hébergées ou internées en vue de recevoir des soins médicaux ou sans y être détenues.

«**3.2.** Le gouvernement peut, par règlement :

1° exclure un ouvrage de l'application de l'article 3, dans les cas et aux conditions qu'il détermine;

2° déterminer tout autre ouvrage auquel se rapportent les activités professionnelles visées au premier alinéa de l'article 2, dans les cas et aux conditions qu'il détermine.

Le gouvernement doit, avant de prendre un tel règlement, consulter l'Office des professions du Québec et l'Ordre.

«**3.3.** L'ingénieur doit signer et sceller tout plan et tout devis se rapportant à un ouvrage visé à l'article 3 qu'il a préparés.

«**4.** Pour les ouvrages visés au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 3, l'ingénieur ne peut faire des mesurages et des tracés ni préparer ou modifier un plan, un devis, un rapport, un calcul, une étude, un dessin ou un cahier des charges sans la collaboration d'un architecte, sauf si l'activité se rapporte à un bâtiment existant et qu'elle n'en altère pas la forme.

«**5.** Rien dans la présente loi ne doit :

1° porter atteinte aux droits reconnus par la loi à l'architecte, à la condition que ce dernier ait la collaboration d'un ingénieur pour un ouvrage visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 3, ni l'empêcher de collaborer avec un ingénieur qui requiert ses services pour un ouvrage visé à cet article;

2° porter atteinte aux droits reconnus par la loi à un autre professionnel;

3° porter atteinte aux droits reconnus par la loi aux membres de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ou de la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

4° empêcher un propriétaire, un entrepreneur, un surintendant, un contremaître ou un inspecteur d'agir à ce titre, selon le cas;

5° empêcher une personne d'exercer une activité réservée à l'ingénieur, pourvu qu'elle l'exerce conformément aux dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26);

6° empêcher le bactériologiste ou le physicien d'exercer ses activités;

7° empêcher une personne de faire une activité relative à la recherche de minerais;

8° restreindre l'exercice normal de son art ou de son métier par le simple artisan ou par l'ouvrier expert;

9° empêcher une municipalité de surveiller des travaux qu'elle réalise elle-même dans la mesure où il s'agit de travaux de réfection mineurs qui n'altèrent pas la conception originale de l'ouvrage;

10° empêcher une personne d'exercer ses activités dans un établissement d'enseignement, notamment celles liées à l'enseignement et à la recherche. ».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant :

«**10.** Le Conseil d'administration doit prendre un règlement en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26) afin de déterminer, parmi les activités professionnelles réservées à l'ingénieur, celles que peuvent exercer les technologues professionnels dont la compétence relève d'une technologie du génie. ».

50. L'article 18 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**18.** Le Conseil d'administration peut, aux conditions qu'il détermine, délivrer un permis temporaire, valide pour une période d'au plus un an et renouvelable, pour un travail déterminé dans le cadre d'un projet spécifique, à une personne qui est :

1° soit titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme de baccalauréat en sciences appliquées ou d'un diplôme équivalent délivré par un établissement d'enseignement reconnu par le Conseil d'administration;

2° soit membre d'une association d'ingénieurs reconnue par le Conseil d'administration. ».

51. Les articles 19 et 20 de cette loi sont abrogés.

52. L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**22.** Nul ne peut, s'il n'est ingénieur :

1° exercer une activité professionnelle visée à l'article 2;

2° prendre le titre d'ingénieur seul ou avec qualificatifs;

3° utiliser quelque titre, désignation ou abréviation susceptible de laisser croire que l'exercice de la profession d'ingénieur lui est permis ou s'annoncer comme tel;

4° agir comme ingénieur ou de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à agir comme tel. ».

53. Cette loi est modifiée par la suppression, avant l'article 24, de ce qui suit :

«SECTION VI

«DISPOSITIONS DIVERSES ».

54. Les articles 24 et 25 de cette loi sont remplacés par ce qui suit :

«**24.** Nul ne peut utiliser ou permettre que soit utilisé, pour la réalisation d'un ouvrage visé à l'article 3, un plan ou un devis non signé et scellé par un ingénieur.

Malgré le premier alinéa, un plan ou un devis préparé à l'extérieur du Québec peut être utilisé pour la réalisation d'un ouvrage pourvu qu'il se rapporte à un élément intégré dans un autre ouvrage et qu'il ait fait l'objet d'une spécification et d'une intégration dans un document préparé par un ingénieur.

Rien au premier alinéa n'empêche l'utilisation d'un plan ou d'un devis signé et scellé conformément aux dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 94 du Code des professions (chapitre C-26).

«**24.1.** Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 188 du Code des professions (chapitre C-26) quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 22 ou 24.

Une poursuite pénale pour une telle infraction se prescrit par trois ans depuis la date de la connaissance par le poursuivant de sa perpétration.

Toutefois, aucune poursuite ne peut être intentée s'il s'est écoulé sept ans depuis la date de la perpétration de l'infraction.

Le certificat du secrétaire de l'Ordre attestant la date de la connaissance par l'Ordre de la perpétration de l'infraction constituée, en l'absence de preuve contraire, une preuve suffisante de ce fait.

«**25.** Tout vérificateur désigné par le Conseil d'administration peut :

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un endroit où se trouve un ouvrage visé à l'article 3, y compris un ouvrage en cours de réalisation, de même que dans un endroit où la réalisation d'un tel ouvrage est prévue, afin de vérifier l'application de la présente loi;

2° prendre des photographies de l'endroit et des biens qui s'y trouvent;

3° exiger tout renseignement ou tout document lui permettant de vérifier l'application de la présente loi;

4° obliger une personne se trouvant sur les lieux à lui prêter une aide raisonnable.

Un vérificateur doit, sur demande, donner son identité et exhiber un certificat signé par le secrétaire de l'Ordre attestant sa qualité.

«**25.1.** Tout vérificateur peut, par une demande qu'il transmet par poste recommandée ou par signification à personne, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, qu'elle lui communique par poste recommandée ou par signification à personne, tout renseignement ou document relatif à l'application de la présente loi.

«**25.2.** Un vérificateur désigné par le Conseil d'administration ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

«**25.3.** Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 188 du Code des professions (chapitre C-26) quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'un vérificateur, notamment en le trompant par réticence ou par fausse déclaration, en refusant de lui fournir un renseignement ou un document ou en cachant ou en détruisant un document qu'il a le pouvoir d'exiger ou encore en refusant de lui prêter une aide raisonnable.

«SECTION VI

«DISPOSITIONS DIVERSES».

CODE CIVIL DU QUÉBEC

55. L'article 2118 du Code civil du Québec est modifié par le remplacement de «et l'ingénieur» par «, l'ingénieur et le technologue professionnel».

56. L'article 2119 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de «ou l'ingénieur» par «, l'ingénieur ou le technologue professionnel»;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « ou de l'ingénieur » par «, de l'ingénieur ou du technologue professionnel», partout où cela se trouve.

57. L'article 2120 de ce code est modifié par le remplacement de « et l'ingénieur » par «, l'ingénieur et le technologue professionnel ».

58. L'article 2121 de ce code est modifié par le remplacement de « et l'ingénieur » par «, l'ingénieur et le technologue professionnel ».

RÈGLEMENT SUR LES CATÉGORIES DE PERMIS DÉLIVRÉS PAR L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC

59. L'article 3 du Règlement sur les catégories de permis délivrés par l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec (chapitre C-26, r. 196.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « thérapeute en réadaptation physique » par « technologue en physiothérapie »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le titulaire de ce permis ne peut utiliser que le titre « technologue en physiothérapie » et ne peut s'attribuer que l'abréviation « T. phys. ». ».

CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DE L'ORDRE DES TECHNICIENS ET TECHNICIENNES DENTAIRES DU QUÉBEC

60. L'article 1.01 du Code de déontologie des membres de l'Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec (chapitre C-26, r. 226) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*

2° par la suppression du paragraphe *b*;

3° par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe *c*, de « making » par « fabrication ».

61. L'article 2.01 de ce code est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, de « making » par « fabrication ».

62. L'article 4.02.01 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe *c*, de « manufacturing » et « manufactured » par, respectivement, « fabricating » et « fabricated »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *d*, de « manufacture » par « fabrication ».

63. L'article 5.01.07 de ce code est remplacé par le suivant :

« **5.01.07.** Le technologue doit indiquer dans toute publicité son nom et son titre. ».

RÈGLEMENT SUR LES STAGES DE PERFECTIONNEMENT DES TECHNICIENS DENTAIRES

64. L'article 1.01 du Règlement sur les stages de perfectionnement des techniciens dentaires (chapitre C-26, r. 234) est modifié :

1° par la suppression des paragraphes *a* et *b*;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*

3° par le remplacement, dans le paragraphe *e*, de « technicien dentaire » par « technologue en prothèses et appareils dentaires ».

65. Ce règlement est modifié par le remplacement de « technicien dentaire stagiaire » par « stagiaire », partout où cela se trouve.

RÈGLEMENT CONCERNANT CERTAINS ACTES QUI PEUVENT ÊTRE POSÉS PAR LES HYGIÉNISTES DENTAIRES

66. Le Règlement concernant certains actes qui peuvent être posés par les hygiénistes dentaires (chapitre D-3, r. 3) est abrogé.

RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR UN INHALOTHÉRAPEUTE

67. L'article 1.1 du Règlement sur certaines activités professionnelles pouvant être exercées par un inhalothérapeute (chapitre M-9, r. 6) est abrogé.

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALE

68. À moins que le contexte ne s’y oppose, dans toute loi autre que le Code des professions (chapitre C-26) et la Loi sur les dentistes (chapitre D-3), de même que dans tout règlement et tout autre document :

1° les expressions « Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec », « Ordre professionnel des techniciennes et techniciens dentaires du Québec », « Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec » et « Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec » sont remplacées par l’expression « Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec »;

2° les expressions « technicien dentaire », « technicien ou technicienne dentaire », « techniciens et techniciennes dentaires » ainsi que toute autre expression semblable sont remplacées par l’expression « technologue en prothèses et appareils dentaires », compte tenu des adaptations nécessaires.

Toutefois, lorsque l’expression « technicien dentaire » apparaît plus d’une fois dans un règlement, seule la première occurrence est remplacée par « technologue en prothèses et appareils dentaires »; les autres sont remplacées par « technologue ».

69. À moins que le contexte ne s’y oppose, dans toute loi autre que la Loi sur les dentistes, de même que dans tout règlement et tout autre document, l’expression « art dentaire » est remplacée par l’expression « médecine dentaire », compte tenu des adaptations nécessaires.

70. À moins que le contexte ne s’y oppose, dans toute loi autre que le Code des professions, de même que dans tout règlement et tout autre document, les expressions « thérapeute en réadaptation physique » et « thérapeutes en réadaptation physique » sont remplacées par, respectivement, les expressions « technologue en physiothérapie » et « technologues en physiothérapie », compte tenu des adaptations nécessaires.

71. Tout membre de l’Ordre professionnel des techniciens dentaires du Québec titulaire d’un permis de technicien dentaire devient titulaire d’un permis de technologue en prothèses et appareils dentaires.

Une telle personne peut, jusqu’au (*indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de la sanction de la présente loi*), utiliser le titre de « technologue en prothèses et appareils dentaires, technicien dentaire » ou les initiales s’y rapportant, notamment les initiales « T.P.D., T.D. ».

Jusqu’à cette date, quiconque utilise le titre de « technicien dentaire » ou les initiales « T.D. » commet l’infraction et est passible de la peine prévue à l’article 188 du Code des professions, sauf s’il s’agit d’une utilisation conforme au deuxième alinéa.

72. Tout membre de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec titulaire d'un permis de thérapeute en réadaptation physique devient titulaire d'un permis de technologue en physiothérapie.

Une telle personne peut, jusqu'au (*indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de la sanction de la présente loi*), utiliser le titre de «technologue en physiothérapie, thérapeute en réadaptation physique» ou les abréviations ou les initiales s'y rapportant, notamment «T. phys., T.R.P.».

Jusqu'à cette date, quiconque utilise le titre de «thérapeute en réadaptation physique» ou les initiales «T.R.P.» commet l'infraction et est passible de la peine prévue à l'article 188 du Code des professions, sauf s'il s'agit d'une utilisation conforme au deuxième alinéa.

73. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE 2

Planification de la main-d'œuvre dans le secteur du génie biomédical

Section 6 –Plan d'action pour les ingénieurs biomédicaux

SECTION 6 - PLAN D'ACTION POUR LES INGÉNIEURS BIOMÉDICAUX

À la lumière du diagnostic posé, le groupe de travail convient d'un plan d'action qui vise les volets suivants :

- Volet 1 : Formation
- Volet 2 : Organisation des services
- Volet 3 : Conditions de travail
- Volet 4 : Mesures de suivi

On trouve ci-dessous le plan d'action détaillé présentant pour chacun des volets l'objectif, le résultat attendu, les actions, les acteurs concernés ainsi que l'échéancier.

Volet 1 : Formation

Objectif

Augmenter le nombre d'ingénieurs détenteurs d'une maîtrise en génie biomédical disponibles pour des emplois dans le réseau de la santé.

Résultat attendu

Un nombre adéquat de diplômés universitaires pour répondre aux besoins d'ingénieurs biomédicaux.

Action

1. Mettre en place différentes mesures de promotion auprès des étudiants en génie dans les universités pour leur faire connaître le programme de maîtrise en génie biomédical et les inciter à considérer cette orientation de carrière. À cet égard, mettre en évidence les perspectives d'emploi et les besoins de recrutement.

Acteurs concernés

Action 1 Responsable : MSSS
Collaborateurs : MEQ, associations d'employeurs, Association des
physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec
(APIBQ), Institut de génie biomédical, facultés de
génie des universités, Ordre des ingénieurs du
Québec (OIQ)

Échéancier

Action 1 : Continu

Volet 2 : Organisation des services

Objectif 1

Favoriser une utilisation optimale des services de génie biomédical.

Résultat attendu

L'optimisation des modes d'organisation des services, tant au sein des établissements qu'entre les établissements, incluant les contrats de services afin de rentabiliser les services de génie biomédical.

Actions

1. Réévaluer les modes d'organisation des services en génie biomédical.
2. Réaliser une planification de main-d'œuvre locale et régionale.
3. Mettre en place un comité de travail dont le mandat serait de définir des orientations ministérielles en matière de génie biomédical.

Acteurs concernés

Action 1	Responsables :	établissements
	Collaborateurs :	régies régionales, syndicats, APIBQ
Action 2	Responsables :	établissements, régies régionales
	Collaborateur :	MSSS
Action 3	Responsable :	MSSS
	Collaborateurs :	APIBQ, régies régionales, Association des hôpitaux du Québec (AHQ), syndicats (incluant ceux des techniciens), Association des technicien(ne)s en génie biomédical

Échéancier

Action 1 : Continu

Action 2 : Printemps 2004

Action 3 : Automne 2003

Objectif 2

Préciser le champ de pratique professionnelle expressément dévolu à l'ingénieur biomédical.

Résultats attendus

1. Une liste exhaustive des actes exclusifs réservés à l'ingénieur biomédical.
2. Un plan de communication pour faire connaître cette liste.

Actions

1. Répertorier les actes ou activités qui relèvent du domaine du génie et réaliser les consultations nécessaires.
2. Établir un plan de communication pour faire connaître ou reconnaître les actes qui relèvent du génie.

Acteurs concernés

- | | | |
|----------|------------------|---|
| Action 1 | Responsables : | OIQ et APIBQ |
| | Collaborateurs : | Office des professions, AHQ, syndicats, Association des technicien(ne)s en génie biomédical |
| Action 2 | Responsables : | APIBQ et OIQ |
| | Collaborateur : | AHQ |

Échéancier

Action 1 : Court terme

Action 2 : Court terme

Objectif 3

Assurer la reconnaissance de l'ingénieur professionnel en biomédical dans le réseau de la santé.

Résultat attendu

Un titre d'emploi exclusif à l'ingénieur biomédical assorti d'une description appropriée.

Action

Réviser le libellé du titre d'emploi « 1205 ingénieur biomédical » en tenant compte du champ de pratique de l'ingénieur.

Acteurs concernés

Responsable : Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)

Collaborateurs : syndicats concernés et représentants autorisés du MSSS

Échéancier

Court terme

Volet 3 : Conditions de travail

Objectif

Améliorer les facteurs d'attraction et de rétention des ingénieurs biomédicaux.

Résultat attendu

L'augmentation du nombre de postulants ingénieurs aux appels de candidatures et la diminution des départs pour cessation d'emploi.

Action

Revoir la rémunération globale des ingénieurs biomédicaux de façon à maintenir la parité salariale entre ceux-ci et les autres titres d'emploi équivalents dans le secteur public, soit les physiciens du réseau de la santé (1203) et les ingénieurs de la fonction publique.

Acteurs concernés

Responsables : MSSS et Secrétariat du Conseil du trésor
Collaborateurs : associations d'employeurs, syndicats et représentants autorisés
par le MSSS

Échéancier

Prochaine négociation

Volet 4 : Mesures de suivi

Objectif

Assurer le suivi du processus de planification.

Résultat attendu

La mise en place d'un processus continu de planification de la main-d'œuvre aux
niveaux local, régional et national.

Actions

1. Effectuer un suivi des actions prévues.
2. Mettre à jour annuellement les paramètres du modèle d'analyse prévisionnelle.
3. Ajuster le plan d'action au besoin.
4. Améliorer le processus de planification de la main-d'œuvre aux niveaux local et régional.

Acteurs concernés

Responsable : MSSS
Collaborateurs : membres du Groupe de travail sur la planification de la main-
d'œuvre

Échéancier

Annuellement